



Programme Avenir Juste - Cordaid
Enquête de perception menée du 09 au 18 mai 2024

Perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri au Niger

//// Restitution de l'enquête de terrain Q5



SIPRI et LASDEL
Financement Cordaid

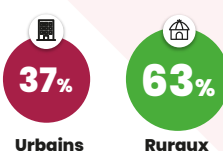
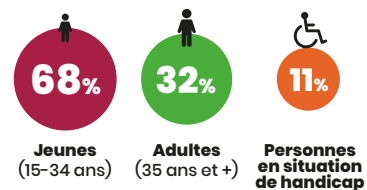
PROGRAMME
JUST FUTURE



Méthodologie

Dans le cadre du programme « Avenir Juste » financé par Cordaid, SIPRI et son partenaire le LASDEL mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 893 personnes dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri au Niger dans 5 communes et 7 localités.

Conformément aux attentes exprimées par Cordaid envers les catégories de populations les moins audibles, une attention particulière est portée à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes déplacées ou réfugiées. L'échantillon se répartit comme suit :

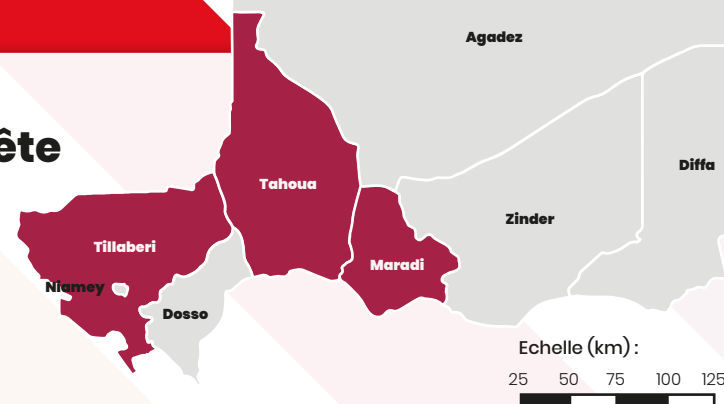


////////////////////



Zones d'enquête

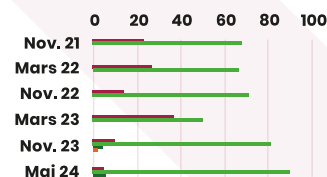
/// Source : cartographie du Niger



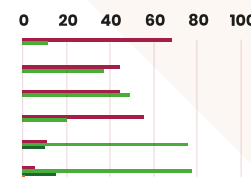
Les perceptions de l'insécurité

Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national

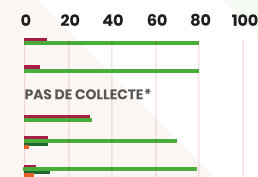
• Région de Maradi



• Région de Tillabéri

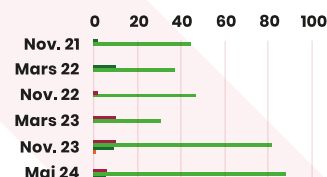


• Région de Tahoua

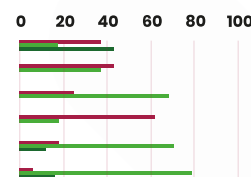


Perceptions de la situation sécuritaire au niveau local

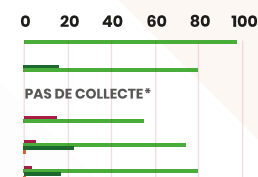
• Région de Maradi



• Région de Tillabéri



• Région de Tahoua



● Amélioration ● Détérioration ● N'a pas changé ● Je ne sais pas

*Pas de collecte en raison de contraintes logistiques et sécuritaires

Plus de **80 %** des répondants rapportent que la situation s'est améliorée dans le pays. Au niveau local, la situation est plus nuancée.



Principales sources d'insécurité au niveau local

Maradi

Région la plus touchée par le banditisme rural et un flux de personnes fuyant les violences au nord-ouest du Nigeria. La frontière est rapportée comme le lieu de toutes les insécurités. Sont particulièrement mentionnés le vol de bétail et de petits ruminants, les vols et enlèvements de personnes contre rançons et les coupeurs de route.

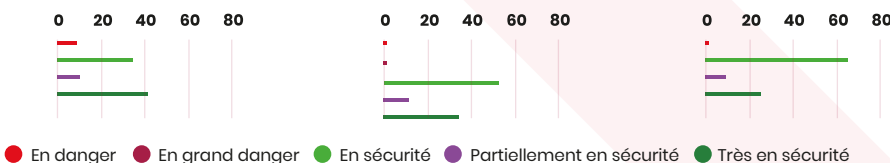
Tillabéri

La violence des groupes armés djihadistes y est beaucoup plus importante que dans les deux autres régions et les récits décrivent la violence des attaques contre les populations. Du fait des contraintes sécuritaires, la recherche a été conduite en zones urbaines avec une augmentation du nombre de PDI dans l'échantillon. Les PDI se sentent en sécurité là où ils sont arrivés. Les arrestations arbitraires ont été beaucoup rapportées.

Tahoua

Le vol de bétail y est mentionné de façon importante tout comme la présence de coupeurs de route. Le manque de sécurité sur les routes isole les familles et les communautés les unes des autres.

Dans votre localité, vous sentez-vous :



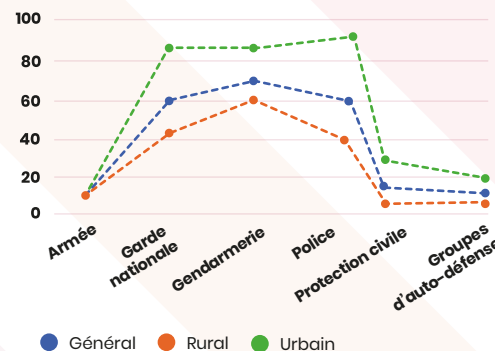
La détérioration de la situation économique laisse un grand nombre d'habitants dans une situation quotidienne précaire : insécurité alimentaire, abandon des champs éloignés des villages, fermeture des foires et marchés. Les femmes sont très pénalisées par l'accès difficile aux marchés où elles vendent condiments et artisanat.

Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent et, surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement.



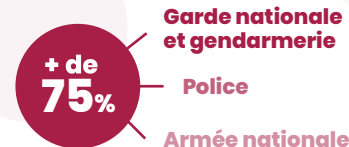
Les forces de défense sont essentiellement présentes en zones urbaines



La présence des FDS est variable en fonction des régions. Les forces armées étatiques bénéficient toujours d'une appréciation favorable. Le départ des troupes étrangères et la prise de pouvoir par les militaires donnent espoir d'un plus fort engagement des autorités militaires dans la lutte contre le terrorisme.



Confiance exprimée envers les acteurs sécuritaires



Les relations avec les forces sont qualifiées de « très bonnes » selon 47 % des répondants des régions de Maradi et Tahoua et de « bonnes » pour 30 % de ceux de la région de Tillabéri.



Pour lutter contre les groupes armés terroristes, les populations pensent majoritairement (62 %) qu'il revient aux FDS d'assurer seules la défense du pays et que la priorité doit être de sécuriser les frontières (60 %). 19 % pensent que les forces armées doivent s'appuyer sur les forces armées des pays voisins, 3 % sur des forces non européennes et 1 % sur des forces européennes.

Politique nationale

Selon vous, la sortie du Niger de la CEDEAO est :





Les limitations dans les relations avec les forces de défense

Les populations **se disent confiantes à 69 % avec le départ des troupes américaines** et **66 % pensent que cela n'aura aucun impact**, y compris dans la région de Tahoua là où les forces américaines étaient stationnées. Les femmes sont moins confiantes (**62 %**) que les hommes (**81 %**) sur l'évolution de la situation sécuritaire.

La société civile locale & les questions de sécurité

Seules **50%** des personnes interrogées disent que l'action des acteurs de la société civile dans le domaine de la sécurité est efficace. Selon les répondants, les organisations les plus actives sont :



Les organisations féminines



Les associations de jeunes/tadas

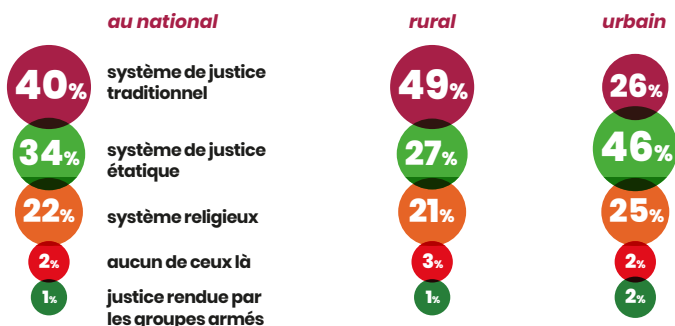


Les associations religieuses

En cas de problème de sécurité, **33% des personnes interrogées rapportent s'adresser à des acteurs de la société civile** notamment en cas de tensions au sein de la communauté (**42%**) ou en cas d'attaques contre les personnes et les biens (**34%**).

Accès à la justice

Niveau de confiance



- En cas de problème de justice, 77 % des femmes rapportent qu'elles iraient au tribunal contre 86 % des hommes, 83 % des adultes contre 78 % des jeunes.
- Le chef traditionnel est préféré pour un conflit familial ou avec un membre de la communauté. En cas de désaccord avec une décision du chef, 80 % disent qu'ils se rendraient au tribunal étatique.
- 50 % rapportent que la justice traditionnelle et la justice étatique ne s'occupent pas des mêmes questions.



Recommandations



Si les zones urbaines sont plus ou moins sécurisées, le déploiement des FDS doit être plus visible dans les zones rurales.



Les personnes déplacées internes ont été des victimes ou témoins de violences. Le manque d'infrastructures, d'eau potable et de soins de santé a été déploré par la majorité. Les partenaires nationaux et internationaux doivent accompagner ces personnes qui souffrent de traumatismes.



L'accès à la justice étatique doit être renforcé. Si la justice coutumière joue un rôle important au quotidien, cette justice, en l'absence de formalisation, peut aussi être discriminatoire. Il est indispensable de renforcer la collaboration entre la justice formelle et la justice coutumière. L'éducation des populations à leurs droits et devoirs est une précondition essentielle tout comme l'est le renforcement des capacités des acteurs de la justice, qu'ils soient étatiques ou coutumiers.



La mise en place de mécanismes discrets et sécurisés de communication entre les populations et les FDS permettrait de ne pas exposer les populations aux représailles en cas de dénonciations de crimes et délits.



La communication entre les forces et les populations est indispensable pour lutter contre l'insécurité.